

# L'habitus du dehors

## Questions sans réponse et présence des institutions

Nicolas MARIOT

**Résumé** – Ce court article propose de revenir sur ce que les chercheurs font lorsqu'ils se lancent, via des questionnaires, entretiens, ou archives, dans la collecte des croyances des acteurs à propos d'épreuves fortement encadrées et instituées (examens, cérémonies, entretiens officiels, etc.). Il s'interroge sur trois cas de non-réponse dans des enquêtes par questionnaires en tentant d'interpréter ces silences : de quoi sont-ils l'indice ? Au terme de cet examen, deux points de vue sont avancés. D'une part, la collecte des raisons s'avère souvent vaine parce qu'elle conduit à attester l'infinie diversité des réactions. De l'autre, elle pose problème parce que la quête des croyances conduit le chercheur à oublier que, très souvent, les acteurs s'en passent fort bien tout en agissant « comme il faut » : il s'agit précisément d'activités où les actions individuelles peuvent être portées par les institutions.

Ce court article est né de l'invitation des membres du comité de rédaction de *Politix* à revenir sur « les controverses concernant la place réservée et à réserver aux croyances dans l'analyse de l'action politique ». Je les en remercie sincèrement, en soi et pour l'occasion qui m'est donnée de revisiter des articles importants dans ma formation, puisque je découvre les sciences sociales au moment où la revue publie ses premiers numéros. Comme je l'avais indiqué aux organisateurs, je ne dirai rien que je n'aie déjà raconté sur le sujet et, comme on le constate, cette version écrite conservera la forme orale qu'elle avait à l'origine. Je voudrais simplement profiter de cet anniversaire pour revenir sur un problème précis qu'en lien avec la consigne qui m'est donnée, je formule ainsi : à quoi peut servir, en sciences sociales, une collecte de croyances ? Par-delà la réponse que je lui donnerai, je m'efforcerai, à partir de comparaisons avec d'autres travaux, de lui conférer une extension un peu plus grande que celle de mes propres terrains d'enquête.

Pourquoi poser le problème sous cette forme ? À travers cette question, je souhaite revenir sur les discussions qui ont eu lieu dans *Politix* autour de ce que j'appelle le « modèle normatif du citoyen éclairé », notamment dans les numéros consacrés à la socio-histoire du vote et son encastrement<sup>1</sup> et dans ceux discutant la notion de compétence politique, notamment « Le populaire et le politique I & II<sup>2</sup> ». Il me semble qu'on peut résumer grossièrement l'apport de ces textes (ils ne sont pas les seuls, loin de là, à avoir abordé la question mais, anniversaire oblige, je ne mentionne ici que des numéros et articles de la revue) en disant qu'ils sont venus progressivement saper l'image standard du citoyen de la théorie démocratique : un individu atome social qui possède en lui un stock de valeurs, d'opinions, de représentations qu'il est censé pouvoir à tout moment exprimer et qui doivent permettre d'expliquer son comportement. Ce travail de sape reste à mon sens encore incomplet, en grande partie à cause de la force du modèle. On pourrait même avancer qu'à travers la multiplication des études sur (et pour) la « démocratie participative », il a parfois fait récemment l'objet de retours en arrière. Pour autant le mouvement est bien réel. D'une certaine façon, mon travail a simplement consisté à sortir cette grille du cadre électoral pour l'appliquer, à partir du cas des cérémonies officielles, à l'analyse des comportements collectifs.

Première parenthèse. Comme on peut le constater, je fais un usage extrêmement lâche de la notion de croyance : ici je ne l'entends pas du tout comme ce qui est faux et qu'on tiendrait pour vrai contre des évidences scientifiques. Je ne parlerai pas plus de la différence entre croire en (donner sa confiance) et croire

---

1. Briquet (J.-L.), Déloye (Y.), dir., « La politique en campagnes », *Politix*, 15, 1991 et Déloye (Y.), Ihl (O.), dir., « Des votes pas comme les autres », *Politix*, 22, 1993.

2. Collovald (A.), Sawicki (F.), dir., « Le populaire et le politique », *Politix*, 13 et 14, 1991.

que (donner son assentiment à une proposition)<sup>3</sup>. Ici j'entends croyance comme ce qui relève de façon large des idées, des pensées, des opinions, de ce que les gens ont dans la tête, de ce qui n'est pas visible mais constitue ce qu'il faudrait atteindre par la mise à la question des enquêtés, notamment par l'usage d'entretiens, de questionnaires, ou simplement de discussions libres avec ceux-ci.

Je reviens donc à ma question : à quoi peut servir, en sciences sociales, une collecte de croyances ? Pour tenter d'y répondre, je voudrais revenir sur un des premiers pas de ma thèse, il y a maintenant fort longtemps, presque aussi longtemps que les premiers numéros de *Politix*. En 1992-1993, alors en DEA, je choisis pour premier terrain d'enquête un voyage de F. Mitterrand dans le Nord pour l'inauguration de la nouvelle gare Euralille. L'idée est d'aller, dans une démarche toute de positivisme, vérifier si ce qu'on me disait oralement dans différents cours au long de ma scolarité (les cérémonies politiques renforcent le lien social et revivifient les valeurs communes du groupe considéré) était vrai, c'est-à-dire pour l'occasion pouvait être « mesuré » au moyen d'un questionnaire auprès du public. Je mets alors en place un dispositif que je veux être le plus rigoureux (« scientifique ») possible. Après de longues négociations, j'obtiens du palais présidentiel d'être admis dans le cortège officiel avec les badges nécessaires pour suivre le chef de l'État. En même temps, cinq à six amis du DEA, de l'autre côté des barrières, acceptent de « passer le questionnaire » pour moi. Comme nous l'avions déterminé au préalable, ils doivent proposer à un spectateur sur dix de remplir une simple feuille : au recto des questions, comme il se doit à la fois fermées et ouvertes, portant sur l'événement, au verso une fiche signalétique renseignant l'identité sociale des répondants. Dans mon esprit, l'analyse des résultats du sondage doit constituer le cœur du mémoire.

En interrogeant les spectateurs sur ce qu'ils saisissent et ressentent des mises en scène de la cérémonie, je reste néanmoins parfaitement prisonnier du modèle dominant stimulus/réponse. La question pour moi n'est pas alors de mettre ce modèle en question, mais simplement de vérifier s'il peut ou non être validé empiriquement. La logique de recherche m'apparaît évidente : puisque les cérémonies politiques ont pour fonction, me dit-on, de revivifier les valeurs du groupe rassemblé, il est légitime d'aller demander aux gens s'ils sont ou non d'accord avec les gestes et propos avancés par l'orateur, ou encore s'ils ressentent la « force » des « symboles clés » déployés sous leurs yeux, pour employer le vocabulaire consacré dans ce type de travaux<sup>4</sup>. « L'hypothèse » sous-jacente, si je peux encore employer le mot, est que si les participants sont effectivement nombreux à reconnaître éprouver les mêmes sentiments, ou à porter un juge-

3. Pouillon (J.), « Remarques sur le verbe “croire” », in Izard (M.), Smith (P.), *La fonction symbolique*, Paris, Gallimard, 1979, p. 43-51.

4. Cf. par exemple le classique Edelman (M.), *Politics as Symbolic Action*, Chicago, Markham Publishing Company, 1971.

ment positif sur les formules officielles proposées, alors je pourrai conclure (ou non dans le cas contraire) à l'efficacité de la cérémonie. La démarche est en quelque sorte comparable à celle qui consisterait à demander aux assistants à une messe s'ils croient en Dieu ou de quel « message » est porteur le signe de croix qu'ils effectuent. Mais évidemment, en établissant le questionnaire, je n'en ai nulle conscience. Je ne comprends pas encore que la spécificité de ce type de cérémonie réside justement dans le fait que l'adhésion aux gestes, symboles et credo qui s'y manifestent est dépersonnalisée parce que prise en charge en charge collectivement : la condition de sa réussite réside dans le fait de dispenser ceux des participants qui le souhaitent de toute justification ou explication (ils peuvent jouer le jeu en pensant à autre chose, autrement dit sans y croire). Je ne connais pas encore l'article des époux Lang sur le Mac Arthur Day à Chicago<sup>5</sup>, l'une des étapes de la tournée triomphale du général à son retour forcé de Corée, aujourd'hui encore modèle d'enquête empirique pour l'analyse des « cérémonies approbatrices de masse », pour reprendre la formule de Robert Paxton<sup>6</sup>. J'aurais pu anticiper alors combien les comportements et formes de l'événement sont de part et d'autre, chez les organisateurs comme dans le public, préétablis : combien, pour dire les choses autrement encore, l'institution de la visite repose essentiellement sur des attendus dont l'absence déçoit fortement le public.

Mais revenons à l'enquête lilloise. Dans un premier temps, l'exercice me semble rempli : presque trois cents questionnaires ont été complétés et je dispose d'informations intéressantes sur la sociographie du public de la visite. Mais très vite la déception affleure. D'abord, mes amis enquêteurs me font part de la perplexité des enquêtés lorsqu'ils découvrent les questions. Surtout je constate que nombre d'entre elles n'ont pas eu de réponses, notamment celles où je demandais aux gens de justifier leur présence, de dire ce qu'ils ont pensé de l'événement, de donner leur opinion sur des éléments de la cérémonie. Soit les gens répétaient en gros des formules du credo lorsque celles-ci étaient présentes dans l'énoncé (manière de se débarrasser du problème : oui, c'est important d'être là parce que ça montre qu'on est rassemblé, parce que c'est un événement important, c'est le chef de l'État quand même, etc.), soit, plus souvent encore, ils ne répondaient rien, jugeant souvent les questions incongrues. Longtemps, j'ai laissé de côté cette part de l'enquête en pensant que j'avais mal formulé les choses, plutôt que d'essayer de saisir ce que ces silences disaient de l'événement lui-même et de son fonctionnement : c'était pour moi un problème de technique d'enquête et non d'objet. Je dirais aujourd'hui qu'en dehors de sa fiche signalétique et des renseignements qu'elle donnait sur les répondants, l'enquête n'était pas mauvaise : elle n'avait aucun sens.

---

5. Lang (K.), Engel Lang (G.), « The Unique Perspective of Television and its Effect: A Pilote Study », *American Sociological Review*, 18 (1), 1953.

6. Paxton (R.), *Le fascisme en action*, Paris Seuil, 2004, p. 136-145.

Essayons maintenant d'élargir un peu ce problème très classique : est-ce que rendre compte d'un événement mettant en jeu un public, c'est saisir les modalités de sa réception par ce public ? Autrement dit, que fait-on quand on succombe, comme je l'ai fait, à la tentation courante de dire : saisir la vérité d'un événement politique de masse (une manifestation, un meeting, l'instauration d'une mesure nouvelle dans une politique publique), c'est vérifier son efficacité auprès du public visé ? J'entends donc ici : est-ce qu'on a raison de considérer que la solution réside dans le fait d'aller chercher des réponses en demandant aux gens : pourquoi êtes-vous là ? Pourquoi faites-vous cela (acclamer, huer) ? Qu'en pensez-vous ? Quelle est votre opinion sur ? Etc.

Pour l'instant, j'ai essentiellement évoqué le cas de l'enquête dite « par questionnaire ». Or il ne s'agit aucunement d'un problème de méthode ou de technique qui serait propre au sondage. Dans ce type de quête des croyances, des opinions, des valeurs ou autres représentations intérieures des enquêtés, le fait qu'elle ait lieu par questionnaire, par entretien ou en recourant à des archives ne change pas grand-chose au problème : dans tous les cas, il s'agit de scruter les motivations personnelles des enquêtés, soit directement en les interrogeant (questionnaires ou entretiens), soit indirectement *via* des documents établis par ceux chargés de surveiller ou de commenter la scène. On peut constater cette équivalence entre les méthodes dans les travaux que les historiens ont consacrés aux fêtes et cérémonies, mais aussi dans une large mesure aux manifestations ou autres mobilisations collectives. En quoi consiste chez eux ce travail sur la réception de l'événement par son public ? La démonstration revient à proposer, en multipliant les cartons et dépôts d'archives, un inventaire, le plus précis et complet possible, de la variété des comportements et attitudes du public<sup>7</sup>. Chez Sudhir Hazareesingh, la méthode (opérer un tour de France des archives départementales et des occurrences de festivités le plus représentatif possible des équilibres territoriaux) est dès lors parfaitement congruente avec l'objectif de l'enquête : montrer que le citoyen perce sous le sujet d'empire. « Ce livre se veut un hommage à l'individualisme politique du citoyen français », écrit-il dans son introduction. Faut-il pourtant s'étonner qu'en multipliant les observations, on en vienne à constater qu'au « sein de chaque département, il y eut des localités où la Saint-Napoléon était chaudement célébrée, avec enthousiasme, et d'autres – parfois situées à quelques lieues à peine – où le contraire était vrai<sup>8</sup> » ? Surtout, on y reviendra, est-ce vraiment un progrès décisif que d'attester qu'il y a de la diversité dans toute pratique collective ?

7. Cf. notamment Dalisson (R.), *Les Trois couleurs, Marianne et l'Empereur. Fêtes libérales et politiques symboliques en France, 1815-1870*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2004 et Hazareesingh (S.), *La Saint-Napoléon. Quand le 14 juillet se fêtait le 15 août*, Paris, Tallandier, 2007 [1<sup>re</sup> éd. 2004].

8. *Ibid.*, p. 29.

Pour qualifier ce type de tentative (et encore une fois, il me semble qu'elle est assez générale aux travaux de sociologie des mobilisations), je vais reprendre les termes de l'opposition proposée récemment par Luc Boltanski entre « la réalité » et « le monde ». L'auteur part du constat qu'en sociologie, « la possibilité d'une incertitude radicale concernant ce qu'il en est de ce qui est », mais encore « l'inquiétude qu'elle suscite » sont trop souvent minimisées voire résorbées de façon insatisfaisante. Transposons sur le terrain des fêtes et cérémonies : chacune d'elles est soumise au risque de l'accident, du « ratage ». Conséquence de la fragilité des choses, la description que propose L. Boltanski de la vie en société le conduit à réintégrer cette incertitude radicale à travers l'opposition entre, d'un côté, « le monde », soit « tout ce qui arrive » de façon hasardeuse et fortuite et, de l'autre, « la réalité », cette fois définie comme « ce qui se tient ». En ce sens, l'incertitude est attachée au monde alors que la réalité est l'espace du risque mesurable et contrôlable. Disons-le autrement encore : quand le monde incarne la part d'imprévisibilité et d'aléatoire de nos existences, la réalité tend à nous apporter stabilité et permanence. Et c'est bien cette « incertitude mondaine » qui menace et fragilise, à travers les critiques puisées dans le fil des événements, les arrangements institutionnels de la réalité<sup>9</sup>.

Quel peut bien être l'intérêt de cette opposition pour l'analyse des cérémonies politiques dont il vient d'être question ? On peut situer cet intérêt en disant qu'en s'attachant prioritairement aux appropriations individuelles du message cérémoniel, le spécialiste de la réception des événements ne s'intéresse pas ou peu à la réalité matérielle et morale du rite telle qu'elle est définie et préétablie par ses institutions, en particulier parce que celles-ci sont perçues comme autant de contraintes à l'expression de la libre créativité des acteurs ou de leur ressenti profond. Ce que ce spécialiste cherche à appréhender à travers son inventaire de réactions personnelles, c'est bien le monde lui-même dans toute sa diversité. Or cette quête pour embrasser le vaste monde des réactions des participants est, à mon sens, soumise à deux risques potentiellement destructeurs.

Le premier, quasi obligé et déjà aperçu dans le cas de la Saint-Napoléon, réside dans le fait de ne rien pouvoir constater d'autre qu'un « morcellement infini de significations<sup>10</sup> ». Évidemment, on peut juger le risque négligeable tant sont nombreux les travaux dont le principal résultat consiste à énoncer, listes sans fin comme preuves à l'appui, l'extraordinaire variété des comportements selon les cas et les circonstances. Mais de mon point de vue, ce n'est pas forcément un progrès de la connaissance que de constater ce morcellement. Or je crois ce risque tout à fait réel, et il me semble qu'on peut le percevoir à travers la déception qu'on peut ressentir à lire certains travaux sur les rites politiques : ils s'apparentent à un bel herbier des fêtes dans tous les villages de France, puis nous

9. Boltanski (L.), *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris, Gallimard, 2009, p. 91-95.

10. *Ibid.*, p. 141.

laissent en plan avec cette collection de croyances semblable à une collection de timbres, ou « muséifiable » comme les trésors ramenés par les anthropologues de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. On le retrouve encore à l'œuvre dans les travaux historiques sur l'opinion publique, par exemple ceux fondés sur le dépouillement de la censure postale dans les deux guerres mondiales<sup>11</sup>. Les auteurs citent des extraits de lettres « favorables », puis d'autres morceaux de correspondances « opposantes » : cachée au milieu de cette juxtaposition est censée exister une introuvable opinion moyenne, et l'inventaire finit par s'épuiser dans le constat qu'il y a « des pour » et « des contre »<sup>12</sup>. Enfin, on peut percevoir ce danger dans la faveur récente que connaissent les exercices de chasse aux sentiments et de typologie des émotions politiques, sorte de nouvel eldorado de la sociologie des mobilisations<sup>13</sup>. Comme dans les études sur l'opinion, l'épuisement guette constamment la recherche face au caractère proprement interminable, parce qu'infini, des attestations émotionnelles qu'il est possible d'opérer (sans même parler de leur solidité).

Le second risque induit par la quête des réactions du public réside dans le fait de se retrouver totalement prisonnier de la norme citoyenne occidentale. Dans la perspective d'analyse « mondaine » dont je viens de parler, le but est de dévoiler ce qui reste caché derrière un décorum et des comportements en apparence communs : l'événement devient digne d'intérêt quand on peut y observer l'expression d'une pluralité d'opinions par-delà l'homogénéité apparente des attitudes. Il y a un objectif partagé à ces catalogues : même dans l'événement le plus orchestré qui soit (cérémonie, élections), il reste aux individus du libre arbitre, du quant à soi, de « l'autonomie de sa volonté », de l'*eigensinn*, ou encore de l'*agency*.

Seconde parenthèse. Je signale au passage que cet objectif de réaffirmation de l'autonomie de la volonté des acteurs peut avoir des arrière-plans politiques de nature très différente : ils vont du fait de mettre en lumière l'autonomie des classes populaires même dans des fêtes orchestrées et verrouillées par les

---

11. Cf. Cochet (A.), *L'opinion et le moral des soldats en 1916 d'après les archives du contrôle postal*, thèse de doctorat, Université Paris X, 1986, et Lagrange (F.), *Moral et opinions des combattants français durant la Première Guerre mondiale d'après les rapports du contrôle postal de la IV<sup>e</sup> armée*, thèse de doctorat, Université Paris IV, 2009. Pour Vichy, voir le livre classique de Laborie (P.), *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, Paris, Seuil, 2001.

12. Pour des discussions critiques plus développées, cf. Loez (A.), « Pour en finir avec le "moral" des combattants », in Muracciole (J.-F.), Rousseau (F.), dir., *Combats. Hommage à Jules Maurin*, Paris, Michel Houdiard éditeur, 2010, et Gaïti (B.), « L'opinion publique dans l'histoire politique : impasses et bifurcations », *Le Mouvement social*, 221, 2007.

13. Cf. les travaux de James Jaspers aux titres évocateurs de cette volonté de reconquérir l'autonomie créatrice des acteurs : *The Art of Moral Protest: Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 1997 et *Getting your Way*, Chicago, University of Chicago Press, 2006, ou encore son article « A Strategic Approach to Collective Action: Looking for Agency in Social Movement Choices », *Mobilization*, 9 (1), 2004.

dominants – comme dans l'analyse du charivari par Edward P. Thompson<sup>14</sup> –, jusqu'à montrer que même dans les pays du bloc ex-soviétique (au hasard), les acteurs ordinaires étaient moins soumis qu'il n'y paraît de prime abord. Mais comme on le constate, si le continuum politique est large, il va dans le même sens : on travaille presque toujours à retrouver de l'autonomie derrière le conformisme, rarement à montrer en quoi le repos sur les institutions est une attitude bien plus fréquente qu'on ne l'imagine, y compris chez les plus militants, puisqu'ils sont aussi les plus habitués aux rouages de l'action collective.

Résumons les conséquences de ces deux risques en forçant un peu le trait : choisir de collecter les croyances et opinions des participants, c'est accumuler les obstacles au fait de réussir à percevoir le caractère préétabli, porté par les institutions, de la plupart de nos actions, en particulier quand celles-ci sont publiques et collectives. C'est s'empêcher de constater qu'on peut participer sans conviction, voire en pensant ou en faisant autre chose, en particulier parce qu'il s'agit d'actes qui vont sans dire, c'est-à-dire qui sont prévus pour être réalisés sans que les individus aient à s'en justifier. Il me semble qu'on débouche ici sur une forme de contradiction interne propre à toute analyse dite « de réception » portant sur un événement institué : l'enquêteur demande aux gens de juger leur propre comportement alors même que celui-ci est précisément préétabli et encadré pour dispenser son auteur d'avoir à exprimer un tel jugement ou une telle justification<sup>15</sup>.

Pendant que je présentais oralement mon intervention, nombreux étaient ainsi les participants qui consultaient leur téléphone portable : il est dans la logique de ce type de réunions publiques que de conserver un aspect libérateur en permettant aux présents de ne pas avoir à s'investir pleinement. Il suffit que les formes de la situation soient globalement respectées : relatif silence pendant les exposés (mais les chuchotements sont admis puisqu'ils peuvent signaler l'intérêt, ou au moins le laisser penser à l'orateur), parfois applaudissements en fin de prise de parole, au moins reprise polie de l'attention (les auditeurs relèvent la tête et se redressent sur leur siège), et quelques questions ou commentaires soulevés par ceux qui se dévouent. Si chaque journée d'études ou colloque imposait une concentration absolue des auditeurs pour et sur tous les sujets, personne ne prendrait plus le risque de venir.

Dans cette perspective, il me semble que ce qui est décisif, pour les sciences sociales, ce n'est pas de constater l'immense variété possible des opinions et jugements individuels, mais au contraire de saisir en quoi l'événement repose sur des idées et procédures communes qui ne sont jamais discutées, et qui lui

14. Thompson (E. P.), « "Rough Music" : le charivari anglais », *Annales ESC*, 27 (2), 1972.

15. Pour des développements, cf. Héran (F.), « Le rite et la croyance », *Revue française de sociologie*, 27 (2), 1986.

permettent d'être reconnu. C'est ce que j'ai essayé de faire en travaillant sur le processus de dépersonnalisation des instruments de la liesse. Le sens des gestes (applaudissements, acclamations, pavoisements) préexiste à leur réalisation : il ne dépend aucunement de ce que les gens ont dans la tête, et notamment de leurs intentions<sup>16</sup>.

Je voudrais maintenant essayer d'élargir le propos en abandonnant mes terrains cérémoniels pour aller vers d'autres enquêtes qui, à mon sens, traitent le même problème sociologique en étant elles aussi confrontées à des cas de « non-réponses ». Parmi d'autres possibles, on peut s'arrêter un instant sur le travail de Sophie Orange. Dans deux articles récents, l'auteur revient sur son enquête doctorale dans laquelle elle tente de comprendre les raisons de l'orientation de bacheliers, majoritairement issus des classes populaires et moyennes, en sections de techniciens supérieurs (formations post-baccalauréat en lycée délivrant des BTS, brevets de techniciens supérieurs)<sup>17</sup>. Une dimension centrale de l'enquête consiste en la passation de questionnaires auto-administrés dans les classes : les élèves doivent se rappeler leurs vœux effectués l'année précédente, en terminale, mais encore expliquer par eux-mêmes les raisons de leur choix d'études supérieures.

Or S. Orange constate rapidement que les répondants achoppent régulièrement sur une question pour elle décisive : celle où ils doivent, après coup, reconstituer la liste des choix qu'ils avaient faits lors de leur année de terminale. Une part des enquêtés butte sur la question et finit par abandonner : « Je ne me souviens plus. » L'auteur montre ainsi l'existence d'un décalage très fort entre les choix effectivement inscrits lors de l'année de terminale et ceux que les enquêtés peuvent reconstituer ensuite. Jusque-là, rien de très étonnant : Cécile Braconnier et Jean-Yves Dormagen ont montré que certains de leurs enquêtés ne se souvenaient plus de leur vote d'un tour à l'autre d'une élection<sup>18</sup>. Comment imaginer dès lors que des lycéens se rappellent des choix plus complexes et plus lointains ?

Mais la situation empire encore quand l'auteur ajoute, logiquement, une question d'opinion ou de jugement : « Quelles sont vos deux motivations les plus déterminantes pour entrer en BTS ? ». Plusieurs élèves « sèchent »

---

16. Pour des développements, je me permets ici de renvoyer à des articles antérieurs : « Qu'est-ce qu'un "enthousiasme civique" ? Sur l'historiographie des fêtes politiques en France après 1789 », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 63 (1), 2008, et « Does Acclamation Equal Agreement? Rethinking Collective Effervescence through the Case of the Presidential "Tour de France" during the 20th Century », *Theory & Society*, 40 (2), 2001.

17. Orange (S.), « Le choix du BTS. Entre construction et encadrement des aspirations des bacheliers d'origine populaire », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 183, 2010, et « Interroger le choix des études supérieures. Les leçons d'un "raté" d'enquête », *Genèses*, 89, à paraître.

18. Braconnier (C.), Dormagen (J.-Y.), *La démocratie de l'abstention. Aux origines de la démobilisation électorale en milieu populaire*. Paris, Gallimard, 2007.

complètement et restent bloqués. L'enquêtrice les pousse : « Mais quand même, vous avez bien une idée... » Ils n'avancent pas plus et au bout d'un long moment finissent par répondre : « Parce que faut bien continuer les études. » L'auteur montre alors que le problème soulevé par les non-réponses n'est ni vraiment une question de méthode (il manquerait des items) ni totalement un manque de mémoire, mais véritablement un « nœud » sociologique. Le raté permet de voir ce qu'on oublie trop souvent, ou ce qui reste invisible quand on « force » la réponse : le fait que le choix des études peut ne pas en être un au sens où il est souvent porté par des institutions (école, amis, famille) et, plus encore, vécu comme une obligation sur laquelle les élèves n'ont guère de prise (il faut bien poursuivre ses études). Contrairement à ce que présuppose la réponse individuelle et solitaire à un questionnaire, la question posée ne relève pas d'un choix en connaissance de cause et n'est pas une opération solitaire et personnelle. De fait, S. Orange montre que le vœu d'affectation n'est, dans bien des cas, pas un choix individuel parce que ce peut ne pas être un choix du tout. L'auteur décrit ainsi des scènes particulièrement éclairantes où le « choix » se fait entre et avec les copains et copines lorsqu'il faut remplir le formulaire en classe, à l'occasion d'un exercice comme un autre, et que le professeur principal laisse les élèves, en toute connaissance de cause, seuls face à « leurs » décisions et responsabilités.

Je voudrais terminer en bouclant la boucle, en fait en revenant à un désormais vieux numéro de *Politix*, contemporain en fait de mon questionnaire lillois : le numéro de mai 1993, intitulé « Des votes pas comme les autres ». Je précise qu'à l'époque, évidemment, j'étais tout à fait incapable de faire un lien entre les deux. Pourquoi évoquer ce numéro ? Parce qu'il contient deux articles qui soulèvent, avec des titres évocateurs, des questions très proches de celles qui viennent d'être posées, et sous une forme sans doute plus familière à des politistes. Il s'agit de ceux de Franck Franceries, « Des votes aveugles. L'exemple des électeurs FN en milieu populaire » et de Daniel Gaxie, « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote ».

Je ne peux pas, faute de place, résumer le premier, mais je voulais juste indiquer qu'il reposait sur l'analyse d'entretiens approfondis avec des électeurs du Front National, et citer les deux premiers titres de sous-parties, assez explicites par rapport à ce que je viens de raconter pour ne pas devoir insister plus avant : « Où l'on apprend que voter n'est pas un geste politique » et « Où il apparaît que voter n'appelle aucun commentaire ». Bref, pour le dire très vite, l'auteur montre que pour comprendre pourquoi et comment ces électeurs sont allés voter Front National (puisque'ils sont bien allés voter), on ne peut se reposer sur ce qu'ils disent, puisque'ils n'en disent rien ou renvoient leur geste hors du domaine de l'idéologie.

De l'article de D. Gaxie je dirai là encore seulement quelques mots en lien direct avec mon propos. L'article est fondé sur une enquête par questionnaire à

la sortie des bureaux de vote lors des élections municipales à Amiens en 1989. L'auteur commence par souligner que sur 3000 votants abordés, moins de la moitié (1353) ont accepté de répondre. Parmi les résultats obtenus à partir des dépouillements des questionnaires, je m'arrêterai sur un seul pourcentage qui rappelle évidemment le questionnaire auprès des élèves de STS : parmi les répondants, plus du quart (28,5 %) restent sans réponse à la question de savoir ce qui a le plus compté pour eux dans leur choix électoral, et ce pourcentage grimpe à 35 % pour les sans diplôme, les ouvriers et ceux qui s'intéressent très peu à la politique, et même 44 % pour ceux qui déclarent ne pas s'y intéresser du tout. Et ce, alors même qu'ils disposent d'une batterie conséquente de réponses possibles, des moins aux plus « politiques » (les services rendus, la personnalité de la tête de liste, sa composition, un problème général, la situation de la ville, les réalisations, le programme, des considérations politiques, autres réponses). Je voudrais simplement commenter ces quelques résultats en ajoutant que si on a raison d'insister sur le différentiel d'investissement en fonction de l'appartenance de classe, cela ne doit pas nous conduire à oublier l'importance du taux moyen (plus du quart de non-réponses) : dans toutes les catégories sociales, le phénomène de repos sur les institutions existe. Par ailleurs, le fait que l'on donne une réponse ne signifie pas obligatoirement un engagement fort et continu. D'ailleurs, des enquêtes récentes ont montré que le désinvestissement, ou la collectivisation du vote pouvait être une activité bien partagée socialement, aux Cosmonautes comme dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de la capitale si l'on pense par exemple à l'enquête *Paris en campagne*<sup>19</sup>.

\*

En guise de conclusion, on peut avancer qu'à travers ces trois exemples de questionnaires restés partiellement vides, il s'agissait simplement de rappeler que les non-réponses ne sont pas qu'un problème technique de formulation des questions<sup>20</sup>, et pas non plus seulement un problème propre aux classes populaires. La régularité avec laquelle les enquêtes de sciences sociales enregistrent, sur les sujets les plus variés, de tels « blancs » dans les réponses engage une question sociologique bien plus large et à mon sens encore trop souvent inaperçue : le fait que, dans bien des cas de notre vie en société, nos actes sont bien « désinvestis ». À la question « à quoi peut servir, en sciences sociales, une collecte de croyances ? », je répondrai donc, en forme de boutade, que l'opération doit au moins servir à montrer que, pour de nombreuses activités collectives,

19. Cf. Agrikoliansky (É.), Lévêque (S.), « Les absents du scrutin : logiques de la démobilisation électorale » et Agrikoliansky (É.), Heurtaux (J.), Le Grignou (B.), « Des conduites sans croyance ? Mobiliser dans les "beaux quartiers" », in Agrikoliansky (É.), Heurtaux (J.), Le Grignou (B.), dir., *Paris en campagne. Les élections municipales de mars 2008 dans deux arrondissements parisiens*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2011.

20. Voir sur ce point les travaux de Grémy (J.-P.), « Questions et réponses : quelques résultats sur les effets de la formulation des questions dans les sondages », *Sociétés contemporaines*, 16, 1993.

les gens n'en ont pas et s'en passent fort bien. Au-delà de la pirouette, cette conclusion me semble importante si l'on veut parvenir à réfléchir de façon plus conséquente qu'on ne le fait d'ordinaire à la place du conformisme dans nos sociétés. Une manière possible de développer des enquêtes sur ce thème pourrait ainsi consister à s'intéresser de façon systématique aux dispositifs matériels et aux « institutions du sens » attachées à chacune de nos activités sociales et que nous mobilisons sans y prêter attention. Les uns et les autres ont une qualité intéressante : ils sont immédiatement observables. C'est en tant que telles que ces manières préétablies de faire et de penser composent ce que j'ai appelé dans le titre un habitus du dehors : leur autorité est extérieure aux individus, et ne dépend donc pas de ce qu'ils en pensent.

---

**Nicolas MARIOT** est chargé de recherche au CNRS (CURAPP, Amiens). Ses travaux portent sur les rapports entre conformisme et engagement dans les sociétés occidentales. Il a notamment publié *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006, et coédité, avec François Buton, *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris,

Presses universitaires de France, 2009. Il vient de terminer, avec Claire Zalc, une longue enquête sur les trajectoires de 350 familles juives entre 1939 et 1945 : *Face à la persécution. 991 Juifs dans la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2010.

**nicolas.mariot@ens.fr**

**<http://www.jourdan.ens.fr/~mariot/>**